

gérés de façon rentable comme une entreprise privée. L'essence du gouvernement et la raison fondamentale de son existence c'est de procurer aux citoyens des services centralisés, et universels. Voilà pourquoi les gens versent des impôts au gouvernement. Il leur faut certains services et ils sont prêts à les payer au moyen des impôts.

Si les théories du ministre en matière de rentabilité du ministère étaient portées à une conclusion logique nous transformerions nos forces armées en une société de la Couronne de laquelle nous attendrions chaque année un bilan excédentaire. Quelle municipalité de notre pays compte que ses services de pompiers et de police accusent des bénéfices? Le concept tout entier est absurde. C'est peut-être un sujet de discussion intéressant pour des étudiants de première année à l'université mais tout être adulte ou qui connaît un peu le fonctionnement du gouvernement ne peut prendre la question au sérieux.

A mon avis le ministre a provoqué un désastre national et les torts qu'il a déjà causés à nos services postaux sont peut-être irréparables.

On remplacerait avec avantage le ministre actuel par un homme compétent, à qui incomberait la tâche de restaurer la confiance du public dans notre service postal, d'aligner les tarifs postaux sur les réalités que comporte l'usage général de ce service public et, d'une façon générale, de rendre au ministère des Postes son ancienne efficacité.

Je n'aurais pas d'objection à voir le premier ministre (M. Trudeau) permettre au ministre actuel de continuer à remplir des fonctions dans les communications. Il serait sans doute parfaitement heureux si on l'abandonnait à ses satellites et à ses ordinateurs. Toutefois j'insiste beaucoup auprès du gouvernement pour qu'il fasse quelque chose sans tarder afin que nous puissions de nouveau compter sur l'efficacité des services postaux et contenter la vaste majorité des Canadiens qui sont déçus et mécontents et n'ont aucune foi dans la manière dont le député de Duvernay (M. Kierans), dirige aujourd'hui les postes.

Merci, monsieur l'Orateur.

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, en me levant pour dire quelques mots à ce sujet, je tiens à dire immédiatement que la discussion d'aujourd'hui sur l'état regrettable de nos services postaux vient à son heure. Le taux de chômage dans le pays n'a-t-il pas maintenant dépassé 5 p. 100? Notre ligne aérienne nationale n'est-elle pas bloquée au sol? Notre bureau des passeports n'est-il pas inadéquat par rapport aux exigences modernes? Et le coût de la vie n'a-t-il pas augmenté d'au moins 1.1 p. 100 au cours du mois dernier?

Tout cela étant, il me semble que, de toutes les carences du gouvernement, celle qui a eu les effets les plus regrettables sur le plus grand nombre de Canadiens est celle qui est imputable à la politique du ministre des Postes.

Avec le ministre actuel, nous avons connu une augmentation du coût des services postaux aux usagers. Il a même émis, bien qu'il soit en fonction depuis peu de temps, un timbre récalcitrant qui ne se laisse pas perforer. Le ministre a d'ailleurs admis qu'il est mal perforé. Le coût à l'utilisateur s'en trouve probablement augmenté car on risque de déchirer un timbre et la moitié d'un autre pour en utiliser un seul. Les recettes des Postes y gagnent peut-être, mais qu'est-ce qu'il en coûte à la patience de l'auteur de la lettre?

A mon avis, il n'était pas nécessaire d'augmenter de 5c. à 6c. les tarifs ordinaires du courrier de première classe. Il y a bien longtemps que ce service fait ses frais, contrairement à d'autres services.

La plus grave doléance du public concerne naturellement la mauvaise distribution. On a dit que nous avons aujourd'hui, au Canada, un véritable service de cinq jours, car il faut cinq jours pour livrer une lettre à peu près n'importe où. Je tiens à citer brièvement un ou deux extraits concernant notre service postal actuel. Voici d'abord la *Free Press* de Winnipeg qui a publié un article au sujet du «scandale du siècle». Je n'emploierai pas des termes aussi violents car, comme d'autres députés, je n'ignore pas que les changements radicaux entrepris par le ministre comportent des difficultés normales. Néanmoins, je voudrais citer cet article paru dans la *Free Press* de Winnipeg. On y dit donc que les services postaux actuels constituent le scandale du siècle. Je cite:

● (5.20 p.m.)

Depuis les réformes de M. Kierans, il est devenu presque impossible qu'une lettre expédiée des grands centres du Canada soit livrée le jour suivant. En ce qui concerne les périodiques, c'est un désastre. On laisse le courrier de deuxième classe s'accumuler.

Je demande à la Chambre de noter en particulier ce passage:

Nous sommes presque revenus à l'époque de Jalna, où un approvisionnement d'un mois du *Times* arrivait par navire, dont un numéro devait être lu chaque jour au petit déjeuner, avec exactement un mois de retard.

J'aimerais citer un bref passage du même article, publié dans la *Gazette* de Montréal le 12 mai.

Il y avait une limite à la patience des Canadiens et des entreprises canadiennes victimes du service postal actuel. Cette limite est dépassée. Beaucoup se sont plaints; on espérait toutefois que la désorganisation, les retards et les pertes de courrier ne